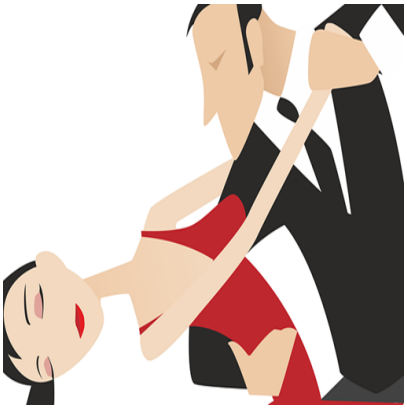

Ces diables qui nous font danser

Description

La plus haute juridiction administrative française, le Conseil d'Etat a été saisi par le collectif « Les Hijabeuses », qui refuse l'application du règlement de la Fédération française de football qui interdit : *« tout port de signe ou tenue manifestant ostensiblement une appartenance politique, philosophique, religieuse ou syndicale »*. En revanche, la même juridiction autorise le port du burkini : *«Au sein de l'espace public, chacun jouit des libertés garanties par la loi »*, le Burkini a donc toujours droit de cité en France.

Sur France 24, la chaîne française d'information internationale, quatre journalistes font l'éloge d'Hitler, contestent la Shoah et applaudissent *« les terroristes du Hamas qui ont tué des centaines de Juifs ».* Joëlle Maroun, la correspondante de France 24 à Beyrouth depuis août 2021, crache sa haine et implore son héros du fond de ses tripes : « *Si seulement Hitler était libanais !* » dit-elle, *« Levez-vous, monsieur Hitler, levez-vous, il y a des personnes qui ont besoin d'être brûlées »*, elle fait appel au meurtre de Juifs innocents et ajoute : « *qu'il incombe à chaque Palestinien de tuer un Juif et l'affaire est close".*

C'est Julien Odoul, le vice-président du groupe d'amitié France-Israël et député RN de l'Yonne, qui a saisi le président du groupe d'études sur l'antisémitisme, Mathieu Lefèvre, pour lui demander d'auditionner la direction de la chaîne France 24, après la suspension de ses quatre journalistes.

Réponse du député Renaissance Mathieu Lefèvre : « *Aussi abjects que soient les propos tenus, notre groupe d'études n'est pas un procureur et n'a pas vocation à convoquer un organe de presse ».* Fin de l'histoire. Notons la faiblesse, voire l'inexistence des chefs des différents groupes alertés par un député RN !

Le jour de la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv, Yonathan Arfi, le président du CRIF, a fait quelques commentaires d'usage concernant l'actualité. Il a cité Mélenchon comme un individu *qui « se compromet loin du pacte républicain et qui est prêt à sacrifier la république sur l'autel du communautarisme »*.

Jean-Luc Mélenchon rugit, comme il sait le faire, contre le président du CRIF en l'accusant « *d'utiliser la cérémonie à la mémoire des victimes de la rafle des juifs par la police française pour me prendre à partie. Abject. L'extrême droite n'a plus de limite ».*

Mélenchon a volontairement accusé le CRIF et son président d'être d'extrême droite, insulte suprême… Jamais le CRIF, qui se politise de plus en plus au grand dam de beaucoup de ses membres, n'a renoncé à son combat sans appel contre l'extrême droite.

Le 1er juin à 14 heures à Pantin, un jeune homme portant une kippa comprend qu'il va se faire agresser par trois voyous qui le suivent. Le jeune homme rentre immédiatement dans une supérette qu'il connaît pour se protéger. Il a compris que sa montre a attiré la convoitise des voyous. Les images de vidéo-surveillance de la supérette sont sans ambigüité. On distingue clairement les 3 voyous agresser violemment le jeune homme et lui voler sa montre. « *Donne-moi ton téléphone si tu ne veux pas finir dans Le Parisien ».* Traduction : donne moi ton téléphone si tu ne veux pas qu'on parle de ta mort dans la rubrique des faits divers d'un journal. Les voyous ont été interpellés le 30 juin et déférés. Malgré la vidéo-surveillance incontestable et les visages des délinquants reconnus par des membres de leur famille, le tribunal pour enfants décide de les relaxer faute de preuves suffisantes.

Naël, un jeune homme de 17 ans a mis la France à genoux. Outre le branle-bas de combat qui vient de marquer les français, les responsables des écoles de France démunis et apeurés, ont téléphoné aux parents pour leur demander de chercher leurs enfants d'urgence. Encore un signe de la déchéance de la police, de la justice et de l'Etat.

La France est la risée de son propre peuple, l'otage des minorités, celles qui ont compris que l'autorité de l'Etat ne vaut pas un clou, que des représentants du peuple crient *« la police tue »,* que les juges ne font plus leur job, et que la racaille a suffisamment d'autorité pour intimider la police, la justice et le pouvoir politique.

Pourquoi les français menacés quotidiennement, préoccupés par des fins de mois difficiles, voudraient-ils voter lorsqu'ils voient l'argent de leurs efforts se retourner contre eux ?

Ceux qui prétendent nous gouverner ont réduit à néant l'autorité et la puissance de l'Etat qui reste la clé de l'équilibre d'un pays. Le politique a perdu la bataille au profit des autres pouvoirs : les technocrates d'abord, les médias, les juges, l'université et la finance.

Ce sont eux qui mènent la danse. C'est face à cette gent marécageuse que le politique s'est effondré.

Une politique de redressement du pays ne peut passer que par une sérieuse reprise en main du pouvoir régalien, Police-Justice. Tant que les hauts fonctionnaires resteront sur des sièges inamovibles sans avoir de comptes à rendre, ils garderont le pouvoir absolu.

Et c'est cette dictature qu'il faut faire exploser pour rendre au peuple ses droits et ses choix.

Séraphine

Categorie

1. Édito

date créée
20 juillet 2023